

# Rapport sur les orientations budgétaires

# 2025

Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique de Trévoux et ses environs

300 rue de la mairie

01600 SAINTE EUPHEMIE

# Sommaire :

1. Rappel réglementaire
2. Contexte économique
3. Evolution de dépenses et des recettes
4. Projection financière 2022-26

# Rappel réglementaire

- **Objectifs du DOB**

- Discuter des orientations budgétaires
- Informer sur la situation financière

- **Dispositions légales**

- Le DOB est une étape obligatoire du cycle budgétaire
- En son absence, les délibérations d'adoption du budget sont illégales
- Obligation de présentation à l'assemblée délibérante d'un rapport

# Contexte économique:

## Situation internationale :

Selon l'OCDE, la croissance du PIB mondial devrait s'établir à **3,2 % en 2024 et en 2025**, soit un niveau très proche du taux de 3,1 % enregistré en 2023. Cette progression est portée par la forte croissance affichée par les grandes économies de marché émergentes, notamment l'Inde, la Chine, et l'Indonésie, contrastant avec les résultats moins dynamiques observés dans nombre d'économies avancées, particulièrement en Europe (**0,7% projeté en 2024 pour la zone euro**).

Après le pic de 2022, l'inflation poursuit son repli, sous l'effet du resserrement des politiques monétaires, de la baisse des prix de l'énergie et de l'atténuation des tensions sur les marchés alimentaires, avec des projections pour la zone euro de 2,4% en 2024 et 2,1% en 2025. (source Perspectives économiques de l'OCDE, septembre 2024).

Le taux de chômage dans la zone euro reste stable à un niveau historiquement bas, 6,4% en août 2024, avec des données hétérogènes selon les pays. Il est de 14,1% chez les jeunes de moins de 25 ans (source Eurostat octobre 2024). Ces perspectives n'intègrent pas encore les effets intérieurs et extérieurs de la politique économique annoncée par le Président des Etats Unis nouvellement élu, et sont évidemment soumises aux aléas d'une situation géopolitique particulièrement instable.

## Situation nationale :

Les perspectives économiques de la France sont proches de la moyenne de la zone euro, avec un taux de croissance estimé à 1,1% en 2024 et **1,2%** en 2025 selon l'OCDE.

Le ralentissement de l'inflation se confirme. Selon les projections macro-économiques de la Banque de France (septembre 2024), l'inflation (indice des prix à la consommation harmonisé en moyenne annuelle) devrait s'établir à 2,5% en 2024 et retomber à 1,6% en 2025, contre 5,9% en 2022 et 5,7% en 2023.

Depuis 2020, **l'acquis d'inflation cumulée s'établit ainsi à 17 %**. Le taux de chômage, en baisse continue du 3<sup>ème</sup> trimestre 2021 (8%) au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 (7,1%) a connu depuis une légère remontée. Il s'établit à 7,3% au deuxième trimestre 2024 (source INSEE). Les récentes annonces relatives à la multiplication des plans sociaux dans le secteur industriel et commercial soulignent la fragilité de la situation interne et le risque récessif.

## Politiques monétaires :

En 2024, les politiques monétaires restent largement influencées par un contexte inflationniste persistant et un risque de récession économique. Face à cette situation, les banques centrales s'efforcent d'adapter leurs approches. La plupart d'entre elles ont commencé à baisser leurs taux directeurs. Toutefois, elles restent vigilantes et sont prêtes à adapter leurs approches en fonction des évolutions des conditions économiques mondiales.

Ainsi aux Etats-Unis, la Réserve fédérale (Fed) a annoncé en novembre 2024 une nouvelle réduction de 25 points de base de son taux directeur, faisant suite à la baisse de 50 points de base en septembre.

Dans la zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de réduire ses taux directeurs à quatre reprises, en juin, en septembre, en octobre et en décembre 2024. Le taux de facilité de dépôt retombe à 3,25 % après être monté à 4 %, le taux de refinancement est désormais à 3 % et le taux de facilité de prêt marginal est abaissé à 3,65 %. Bien que d'autres baisses de taux soient anticipées par les économistes, la BCE a choisi de ne pas les mettre à l'ordre du jour, préférant examiner les futures données macroéconomiques avant de prendre de nouvelles décisions.

# Contexte

## Situation des finances publiques :

Au plan national, cette année 2024 est marquée par un **dérapiage du déficit public**, qui pourrait atteindre **6,1% du PIB** selon les dernières estimations (octobre 2024).

Administrations publiques	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (r)
Administration publique centrale	-65,6	-67,8	-154,9	-144,5	-133,0	-156,4
État	-62,8	-65,9	-177,0	-144,1	-148,4	-154,9
Organismes divers d'administration centrale	-2,8	-1,9	22,1	-0,5	15,5	-1,5
Administrations publiques locales	1,8	-2,5	-3,9	-0,9	-1,1	-9,9
Administrations de sécurité sociale	9,2	12,1	-48,3	-19,7	8,2	11,5
Ensemble	-54,6	-58,2	-207,1	-165,1	-125,8	-154,8

Source : Insee, comptes nationaux - base 2020.

Dans ce contexte, il n'est pas inutile de rappeler les données officielles publiées par l'INSEE, qui démontrent la **faible part prise par les administrations publiques locales (APUL)** dans ce déficit.

**La dette publique totale représente 109,9 % du PIB** (3101,4 Md€ fin 2023), **la dette locale n'en représente que 8,9 %** (250,4 Md€), alors même que les collectivités assurent de l'ordre de 70 % des investissements publics civils.

# Situation de clôture 2024 projetée

		Investissement	Fonctionnement	Total	
1	Résultat de clôture de l'exercice 2023	125 516,35	1 194 379,19	1 319 895,54	
2	Affectations 2023 faites en 2024		-133 367,51	-133 367,51	
3	Recettes 2024	147 305,12	311 192,85	458 497,97	
4	Dépenses 2024	-611 107,30	-101 327,40	-712 434,70	
5	Résultat 2024	-463 802,18	209 865,45	-253 936,73	
6	Résultat cumulé (réel de clôture 2024)	<b>-338 285,83</b>	<b>1 270 877,13</b>	<b>932 591,30</b>	
7	Recettes Reports 2024 en 2025	0,00		0,00	
8	Dépenses Reports 2024 en 2025	-174 848,95		-174 848,95	<b>disponible repris au c/R002</b>
9	Résultat 2024 corrigé des restes à réaliser	<b>-513 134,78</b>	<b>1 270 877,13</b>	<b>757 742,35</b>	<b>757 742,35</b>

**On constate en 2024 un excédent en fonctionnement ainsi qu'un déficit en investissement.**

# Fonctionnement : écarts et projets

Les écarts de réalisation entre le budget prévisionnel et le compte financier unique 2024 :

## En dépenses :

*Chapitre 011* : 120K€ avaient été prévus en 2024 pour l'entretien des ouvrages et ont été réalisés à hauteur de 50,4K€.

Sur les 10K€ d'études de régularisation foncière prévus en 2024 0,9K€ ont été réalisés.

Les 20K€ prévus en redevance services rendus n'ont pas été réalisés.

Sur les 5K€ de frais d'assurance 4,4K€ ont été réalisés.

Sur les 5K€ d'honoraires (avocats, notaire), 0,4K€ ont été réalisés.

Sur les 3K€ prévus pour les logiciels BL et Télétransmission et la maintenance informatique, 1,5K€ ont été réalisés.

Sur les 2K€ prévus en annonces et insertions 0,9K€ ont été réalisés.

Sur les 22,2K€ prévus en dépenses diverses, 0,7K€ ont été réalisés.

Sur 0,5K€ prévus au titre de la taxe foncière, 0,4 ont été réalisés.

*Chapitre 012* : Sur les 29k€ prévus, 27,7k€ ont été réalisés : Dont 25k€ pour le personnel de la CCDSV mis à disposition en 2024 et 2,7 k€ d'indemnité du secrétaire.

*Chapitre 65* : Sur les 18,6K€ d'indemnités des élus, 13,3K€ ont été réalisés.

*Chapitre 66* : Sur les 4K€ d'intérêt d'emprunt prévus, 0,7K€ ont été réalisés.

## En recettes :

Les recettes de fonctionnement sont constituées des contributions des EPCI membres du syndicat prévues pour 311,2K€ (et de l'excédent de fonctionnement pour 765,2K€).

# Investissements : réalisations 2024

- Réhabilitation de 11 bassins de rétention: 595,5K€ TTC (+ 174,1K€ TTC inscrits en reste à réaliser).

**Soit un total d'investissement de 769,6K€**

# Dettes 2024 et engagements hors bilan

**Pas de dette, le dernier emprunt du SIAH s'étant soldé en 2024.**

**Pas d'engagement hors bilan.**

# Contributions des partenaires 2024

Les montants affichés sont ceux issus de la délibération présentée en Comité syndical du 10 février 2023.

COLLECTIVITES MEMBRES	Montants
CCDSV	255 007,07 €
Métropole (GENAY)	19 583,94 €
CAVBS (JASSANS RIOTTIER)	36 577,28 €
<b>Total</b>	<b>311 168,29 €</b>

# Investissement - Réhabilitation 2025-2026

- Opération 22 : Programme travaux 2023 - 100K€ (14,3K€ RAR + 85,7K€ nouveaux crédits).
- Opération 23 : Programme 2024 – 380K€ (63,3K€ RAR + 316,7K€ nouveaux crédits).
- Opération 24 : Programme 2025 – 320K€ -(Nouveaux crédits).
- Hors tranche : 300K€ (96,6K€ RAR + 204,9K€ nouveaux crédits).

# Prospective 2024-2026 – Hypothèses

## Constantes budgétaires 2023-2026 :

### En dépenses :

#### Chapitre 011 : 128k€ (puis + 2% par an)

- 90K€ pour l'entretien des ouvrages (puis + 2% par an),
- 5k€ pour l'indemnisation des propriétaires et exploitants en cas de dégradations ou destruction dans le cadre de travaux, régularisation foncière (puis + 2% par an),
- 5k€ pour les études en matière de régularisation foncière des bassins du SIAH (puis + 2% par an),
- 16k€ de fonctionnement courant (puis + 2% par an),
- 12k€ divers / dépenses imprévues (puis + 2% par an).

#### Chapitre 012 : 29k€ (puis + 2% par an),

- 3k€ d'indemnité accessoire du secrétaire (puis + 2% par an),
- 1K€ de cotisations, d'impôts et taxes (puis + 2% par an),
- 15k€ pour le personnel de la CCDSV mis à disposition pour la gestion (finances, RH, administration générale, ingénierie des travaux) (puis + 2% par an).

#### Chapitre 65 :

- 20k€ pour les indemnités des élus, cotisations et formation (puis + 2% par an).

#### Chapitre 66 :

- 0 € d'intérêt des emprunts.

#### Chapitre 67 :

- 5k€ de titres annulés sur les exercices antérieurs (puis + 2% par an).

# Prospective 2024-2026 – Hypothèses

Constantes budgétaires 2024-2026 :

Recettes annuelles figées :

311 168,29 € (cotisations des membres)

CAF projetée 2025-2026 :

Années	2025	2026	Total CAF
CAF brutes	129,1K€	125,5K€	254,6K€

# Besoins identifiés 2025-2026 :

- Rattrapage d'entretien des ouvrages : fait
- Travaux de mise en conformité des ouvrages existants : 800 K€ TTC
- Acquisitions foncières de régularisation ou pour nouveaux bassins : 40 K€ TTC
- Travaux urgents, non programmés : 50 K€ TTC

**Total: 890 k€**

*Sur prochain mandat :*

- *Travaux chiffrés lors du précédent mandat (à réinterroger) : 720 K€ TTC*
- *Travaux non réalisés (étude BURGEAP 2009, à réinterroger) : 400 K€ TTC*

# Prospective 2025-2026 :

		Commentaires
<b>Recettes</b>		
Estimation CAF brute 2025 – 26	254 600	2 ans de mandat
Excédent fonctionnement 002	1 270 877	Situation de clôture 2024
Déficit investissement 001	-513 135	Situation de clôture 2024
<b>Capital total 2024 – 2026</b>	<b>1 012 342</b>	
<b>Dépenses</b>		
Rattrapage d'entretien des ouvrages	Fait	
Travaux de mise en conformité des ouvrages existants	800 000	
<i>Travaux chiffrés lors du précédent mandat</i>		720 000 € - A réinterroger - prochain mandat
<i>Travaux étude BURGEAP 2009</i>		400 000 - A réinterroger - Prochain mandat
Acquisitions foncières de régularisation ou pour nouveaux bassins	40 000	
Charges exceptionnelles	50 000	
<b>Total dépenses</b>	<b>890 000</b>	
<b>Bilan mandat 24-26</b>	<b>122 342</b>	

*K. L...*

# Conclusion de la prospective :

**Le SIAH a poursuivi en 2024 la politique de réhabilitation massive des ouvrages existants qu'il a initiée en 2022-2023.**

**L'excédent d'investissement, accumulé au cours du précédent mandat du fait de l'absence d'investissements significatifs notamment en matière de réhabilitation des ouvrages, a été totalement mobilisé ces deux dernières années au point d'engendrer, comme pour l'exercice 2023, un déficit du budget d'investissement que le budget de fonctionnement devra compenser.**

# Conclusion de la prospective :

La prospective financière reste néanmoins positive pour la fin de ce mandat et le budget du SIAH demeure robuste alors même que :

- La quasi-totalité des ouvrages propriété du SIAH a été réhabilitée,
- La prospective tient compte des coûts des réhabilitations à venir,
- L'entretien des ouvrages est assuré.

Pour l'exercice 2025, il n'apparaît donc pas nécessaire d'augmenter le montant des cotisations des membres pour permettre au SIAH d'assurer ses missions.